



Assemblée générale

Distr. générale
8 août 2011
Français
Original : anglais

Soixante-sixième session

Point 69 a) de l'ordre du jour provisoire*

Promotion et protection des droits de l'homme :
application des instruments relatifs aux droits de l'homme

Fonds de contributions volontaires des Nations Unies pour les victimes de la torture

Rapport du Secrétaire général

Résumé

Soumis conformément aux résolutions 36/151 et 65/205 de l'Assemblée générale, le présent rapport rend compte des recommandations concernant les subventions à allouer à diverses organisations, qui ont été adoptées par le Conseil d'administration du Fonds de contributions volontaires des Nations Unies pour les victimes de la torture à ses trente-troisième et trente-quatrième sessions. Il fait également état des décisions de principe que le Conseil a prises en application des recommandations du Bureau des services de contrôle interne visant à améliorer l'efficacité des activités du Fonds.

* A/66/150.



I. Introduction

A. Présentation du rapport

1. Le présent rapport a été établi conformément aux dispositions approuvées par l'Assemblée générale dans sa résolution 36/151, portant création du Fonds de contributions volontaires des Nations Unies pour les victimes de la torture. Il rend compte des recommandations adoptées par le Conseil d'administration du Fonds à ses trente-troisième et trente-quatrième sessions, respectivement tenues à Genève du 18 au 22 octobre 2010 et du 31 janvier au 4 février 2011. La Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme a approuvé ces recommandations au nom du Secrétaire général. Le présent rapport complète le rapport sur les opérations du Fonds soumis au Conseil des droits de l'homme à sa seizième session, en mars 2011 (A/HRC/16/31).

B. Mandat du Fonds

2. Le Fonds reçoit des contributions volontaires de gouvernements, d'organisations non gouvernementales et de particuliers. Selon la pratique établie par son conseil d'administration en 1982, il alloue des subventions à des organisations non gouvernementales qui présentent des projets d'assistance médicale, psychologique, sociale, financière, juridique, humanitaire ou autres aux victimes de la torture et aux membres de leur famille.

C. Conseil d'administration

3. Le Secrétaire général administre le Fonds par l'intermédiaire du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, sur l'avis d'un conseil d'administration composé de cinq membres siégeant à titre individuel et nommés par le Secrétaire général, compte dûment tenu du principe de la répartition géographique équitable des sièges et en concertation avec leurs gouvernements. En octobre 2008, le Secrétaire général a reconduit dans leurs fonctions Krassimir Kanev (Bulgarie), Joseph Oloka-Onyango (Ouganda) Derrick Pounder (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord) et Savitri Goonesekere (Sri Lanka) pour une dernière période de trois ans, et a nommé Mercedes Doretti (Argentine) pour un mandat de trois ans, renouvelable une fois.

4. À sa trente-troisième session, tenue à Genève du 18 au 22 octobre 2010, le Conseil a examiné les demandes de subventions pour la période allant de janvier à décembre 2011 et fait des recommandations sur la suite à y donner. À sa trente-quatrième session, tenue du 31 janvier au 4 février 2011, il a surtout examiné des questions de politique générale. À cette session, le Conseil a également alloué des subventions pour le financement de projets intéressant les régions prioritaires sur lesquels il n'avait pas pu se prononcer à sa trente-troisième session faute d'informations suffisantes, ainsi que de projets intéressant les régions prioritaires pour lesquels la demande de subvention avait été soumise pendant l'intersession.

D. Critères de recevabilité

5. Les critères de recevabilité des projets sont définis dans les règles de fonctionnement du Fonds. Pour être recevable, un projet doit être soumis par une organisation non gouvernementale. Les bénéficiaires doivent être des victimes directes de la torture ou des membres de leur famille proche. Priorité est donnée aux projets prévoyant une assistance directe aux victimes de la torture : il peut s'agir d'une assistance médicale ou psychologique, d'une aide à la réinsertion sociale ou économique par la formation professionnelle, ou de diverses formes d'assistance juridique aux victimes ou aux membres de leur famille, notamment en vue d'une indemnisation ou d'une demande d'asile. S'il en a les moyens, le Fonds finance aussi des projets d'organisation de programmes de formation, de séminaires ou de conférences devant permettre aux professionnels de la santé ou à d'autres prestataires de services d'échanger des informations en vue d'optimiser leurs pratiques. Les demandes de subvention portant sur des projets relatifs à des enquêtes, des travaux de recherche, des études, des publications ou des activités analogues sont toutefois irrecevables.

6. Le Fonds peut accorder une assistance d'urgence à des particuliers vivant dans des pays où il ne finance aucun projet. Les demandes portant sur ce type d'assistance sont examinées selon une procédure spéciale définie dans les règles de fonctionnement du Fonds. On trouvera des informations détaillées sur les différents types d'assistance fournie dans le cadre des projets financés par le Fonds et l'impact qu'ils ont sur les bénéficiaires dans le rapport présenté par le Secrétaire général à l'Assemblée générale à sa cinquante-huitième session (A/58/284, par. 27 à 34).

II. Situation financière du Fonds

7. De 2006 à 2010, le Conseil a pu progressivement augmenter le montant accordé en subventions à des projets dans le monde entier car les recettes utilisées pendant cette période comprenaient à la fois les contributions volontaires annuelles et les reports de crédits inutilisés d'exercices précédents. Ces reports de crédits étaient le résultat d'une gestion plus efficace du Fonds, caractérisée notamment par un changement du cycle de financement, un suivi plus strict des bénéficiaires et des conditions plus rigoureuses en matière d'établissement de rapports. Le Conseil avait décidé d'utiliser les reports pour mobiliser davantage de financements pour les projets, en particulier dans les régions prioritaires.

8. Toutefois, pour l'année 2011, le Conseil s'est rendu compte que continuer de répondre aux demandes des bénéficiaires au même niveau qu'en 2010 entraînerait un déficit de plus de 2 millions de dollars, et a donc décidé d'une réduction stratégique pour le cycle d'approbation des aides financières de 2011. Si aucune contribution supplémentaire n'est reçue en 2011, le Conseil continuera d'afficher un déficit important pour 2012 et pourrait devoir maintenir ou accroître cette réduction stratégique pour le cycle d'approbation de 2012 et imposer des restrictions supplémentaires à l'appui qu'il apporte aux nouveaux projets.

9. D'après les demandes reçues en 2011, il est à prévoir que les organisations demanderont environ 22 millions de dollars pour l'année 2012.

Contributions et annonces de contributions reçues

10. Les contributions et annonces de contributions reçues depuis la parution du précédent rapport que le Secrétaire général a présenté à l'Assemblée générale sur les opérations du Fonds (A/65/265) sont récapitulées dans le tableau ci-après. C'est sur la base de ces informations que le Conseil fera, à sa trentième-cinquième session, qui se tiendra du 17 au 21 octobre 2011, des recommandations sur les subventions à allouer en janvier 2012 pour l'exercice allant du 1^{er} janvier au 31 décembre 2012.

Contributions et annonces de contributions reçues du 5 août 2010 au 22 juillet 2011

(En dollars des États-Unis)

<i>Donateurs</i>	<i>Montant</i>	<i>Date de réception</i>
Contributions		
Afrique du Sud	15 015	24 janvier 2011
Allemagne	498 218	19 août 2010
Allemagne	407 407	11 mai 2011
Andorre	28 550	21 décembre 2010
Argentine	3 405	31 janvier 2011
Canada	61 170	24 mars 2011
Émirats arabes unis	9 982	9 mai 2011
Espagne	334 672	29 décembre 2010
États-Unis d'Amérique	7 100 000	13 septembre 2010
Finlande	180 025	3 septembre 2010
Grèce	39 422	3 janvier 2011
Irlande	111 402	25 août 2010
Irlande	119 718	20 avril 2011
Koweït	10 000	7 avril 2011
Liechtenstein	27 115	20 avril 2011
Luxembourg	34 722	19 novembre 2010
Maroc	3 000	23 mars 2011
Norvège	164 826	24 août 2010
Norvège	183 688	27 juin 2011
Qatar	10 000	18 février 2011
République de Corée	95 000	21 novembre 2010
République de Corée	95 000	25 avril 2011
République tchèque	10 272	27 décembre 2010
Turquie	10 000	23 août 2010
Montant total des contributions	9 552 609	
Annonces de contributions		
Afghanistan	500	
Belgique	284 900	
Danemark	383 656	
Montant total des annonces de contributions	669 056	

III. Trente-troisième et trente-quatrième sessions du Conseil d'administration

11. À sa trente-troisième session, qui s'est tenue à Genève (Suisse) du 18 au 22 octobre 2010, le Conseil d'administration a examiné les documents d'information établis par son secrétariat sur 327 projets, y compris les nouvelles demandes pour 2011, et l'analyse des rapports descriptifs, financiers et d'audit sur l'utilisation des subventions versées les années précédentes. Il a également examiné les nouvelles demandes de subventions, d'un montant de 20 688 284 dollars pour plus de 300 projets fournissant une aide directe aux victimes de la torture et aux membres de leur famille en 2011, ainsi que des demandes pour 25 projets d'un montant de 858 754 dollars consacrés à des stages de formation et des séminaires destinés à permettre aux professionnels qui aident les victimes d'échanger des informations sur leurs expériences et les pratiques optimales.

12. Comme il l'avait prévu lors de sa trente-deuxième session, en février 2010, en raison de la baisse du niveau des contributions reçues et de l'absence d'annonces de contributions faites en 2010, le Conseil n'a pas été en mesure de maintenir le même niveau de financement qu'en 2010 et a dû décider de réductions stratégiques pour le cycle d'approbation des aides financières de 2011. Toutes les subventions accordées à des projets situés dans les pays du groupe des États d'Europe occidentale et autres États ont été réduites de 20 %, et celles accordées à des projets situés dans d'autres régions de 10 %. L'aide aux nouveaux bénéficiaires a en principe été plafonnée à un maximum de 20 000 dollars, au lieu de 50 000 dollars précédemment. En outre, l'examen du financement des formations et séminaires à l'intention des professionnels qui aident les victimes a été reporté à la trente-quatrième session, en février 2011, sous réserve de l'existence de ressources disponibles.

13. Le Conseil d'administration a fait des recommandations pour le versement de subventions d'un montant total de 9 525 050 dollars, payables en janvier 2011, à plus de 280 projets en cours et 23 nouveaux projets d'aide directe dans plus de 70 pays pour la période allant de janvier à décembre 2011. La Haut-Commissaire a approuvé ces recommandations le 22 novembre 2010 au nom du Secrétaire général.

14. Le Conseil a recommandé de réserver un montant de 1 116 950 dollars à l'octroi de subventions à des projets qu'il ne pouvait pas examiner à sa trente-troisième session, les informations que devaient présenter les requérants n'ayant pas encore été reçues, ou les visites d'un fonctionnaire des Nations Unies n'ayant pas encore été effectuées, et qu'il examinerait à sa trente-quatrième session.

15. À sa trente-quatrième session, qui s'est tenue du 31 janvier au 4 février 2011, le Conseil a principalement examiné des questions de politique générale, ainsi que les enseignements tirés de l'action passée, dont sont informés les nouveaux membres du Conseil qui seraient désignés par le Secrétaire général en août 2011. Le Conseil a également examiné d'autres demandes de subventions pour des projets dans les régions prioritaires en 2011, et a accordé 906 300 dollars à 27 projets d'aide directe, dont 15 projets en cours, 7 nouveaux projets et 5 nouveaux projets correspondant à des demandes reçues durant la période intersessions, ainsi qu'à 9 projets concernant des formations et séminaires. En outre, le Conseil a tenu des réunions avec des États Membres, des donateurs institutionnels dans le domaine de l'aide aux victimes de la torture et des représentants d'organisations non gouvernementales.

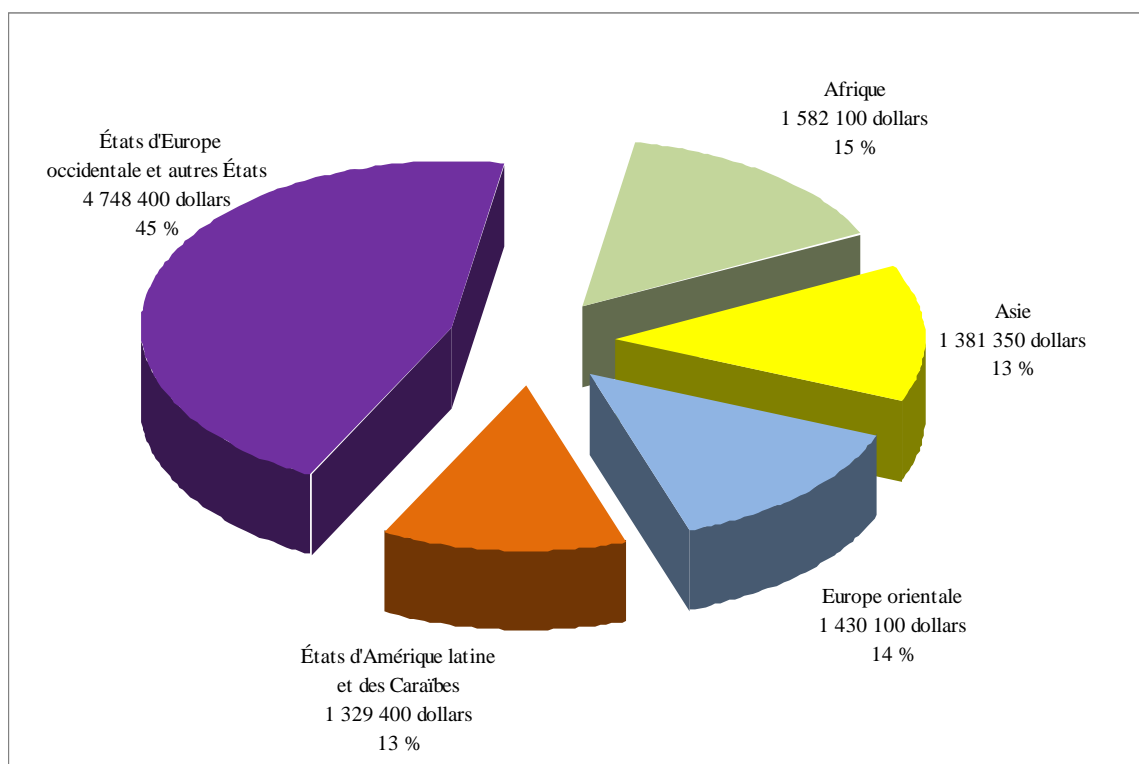
16. De février 2010 à août 2011, des membres du secrétariat et du Conseil d'administration du Fonds ainsi que des fonctionnaires de l'ONU sur le terrain ont effectué des visites d'évaluation et de suivi d'organisations déjà financées par le Fonds ou de bénéficiaires potentiels dans les pays suivants: Afrique du Sud, Albanie, Allemagne, Angola, Argentine, Australie, Azerbaïdjan, Bangladesh, Belgique, Burundi, Canada, Chili, Colombie, Égypte, Équateur, Espagne, États-Unis d'Amérique, France, Guinée, Hongrie, Inde, Irlande, Italie, Kazakhstan, Mozambique, Népal, Ouganda, Pakistan, Paraguay, Pérou, République de Corée, République démocratique du Congo, République-Unie de Tanzanie, Royaume-Uni, Rwanda, Sénégal, Thaïlande, Turquie et Zimbabwe.

A. Recommandations adoptées par le Conseil

17. Lors de ses trente-troisième et trente-quatrième sessions, le Conseil d'administration du Fonds a fait des recommandations pour le versement de subventions d'un montant total de 10 431 350 dollars à plus de 330 projets dans plus de 70 pays pour la période allant de janvier à décembre 2011. Il a également recommandé de réserver un montant de 270 000 dollars à l'octroi de subventions intersessions ou de subventions d'urgence pour 2011. La figure ci-après fait apparaître la répartition des subventions par région.

Subventions allouées en 2011, par région

(En dollars des États-Unis)



B. Décisions de principe

Trente-quatrième session du Conseil d'administration

18. À sa trente-quatrième session, le Conseil a examiné les questions liées à l'échange d'informations avec d'autres donateurs institutionnels, aux missions de suivi et d'évaluation et à la sensibilisation.

19. Le Conseil a décidé de créer un mécanisme en vue de fournir à d'autres donateurs institutionnels, officiellement et officieusement, et de façon régulière, des informations et constatations concernant les projets qui connaissent de graves problèmes financiers ou de gestion, notamment les cas de mauvaise gestion et éventuellement de fraude.

20. Le Conseil est convenu que le secrétariat du Fonds participe à des missions conjointes de suivi et d'évaluation avec le personnel de la Commission européenne.

21. Le Conseil a examiné et fait des recommandations au secrétariat à propos d'un programme de manifestations visant à célébrer le trentième anniversaire du Fonds vers le 26 juin 2011. Le Conseil a voulu saisir cette occasion mémorable pour promouvoir les travaux du Fonds. Dans ce contexte a été créé un site Web exclusivement consacré aux 30 années d'existence du Fonds.

C. Réunions avec des acteurs compétents en matière d'assistance aux victimes de la torture

Trente-quatrième session du Conseil d'administration

22. À sa trente-quatrième session, le Conseil a, comme de coutume, tenu des réunions avec d'autres donateurs institutionnels dans le domaine de l'assistance aux victimes de la torture, en particulier avec le représentant de l'Instrument européen pour la démocratie et les droits de l'homme de la Commission européenne, en vue de partager des informations sur leurs politiques, mécanismes et résultats en matière d'évaluation et de suivi du financement ainsi que les activités qu'ils mènent pour renforcer les capacités des bénéficiaires.

23. En outre, le Conseil a tenu avec les États Membres une réunion à laquelle ont participé 12 délégations. À l'occasion de cette réunion, le Conseil a invité deux bénéficiaires à informer le Conseil et les États Membres sur l'aide fournie aux victimes avec l'appui du Fonds. Le Conseil a fourni des informations détaillées sur les événements récents concernant le Fonds, notamment le problème de sa situation financière actuelle, et a fait part de sa préoccupation au sujet de la diminution significative des contributions alors que les demandes de financement ne cessent de croître.

IV. Recommandations du Bureau des services de contrôle interne restant à appliquer

24. À l'issue des travaux réalisés pendant la période considérée, le Bureau des services de contrôle interne estime qu'une seule recommandation (9. Renforcer les modes de gestion) n'a pas encore été intégralement appliquée.

Recommandation 9 : renforcer les modes de gestion

25. Les demandes de subventions pour 2012 ainsi que les révisions de subventions au titre du budget de 2011 ont continué d'être adressées au Fonds par l'intermédiaire de son système de gestion en ligne des subventions. En outre, le nouveau module de notification à l'usage des bénéficiaires a été mis au point et est entré en service, ce qui permet à ces derniers de soumettre en ligne leurs rapports sur l'utilisation des subventions de 2010. Le secrétariat a continué de proposer un service d'assistance technique directe par courrier électronique à toutes les organisations utilisant le système et a répondu à de multiples demandes d'informations émanant de projets nouveaux ou en cours ainsi que de bénéficiaires potentiels.

26. Pendant la période considérée, le secrétariat a continué de perfectionner le module d'administration interne du système de gestion en ligne des subventions du Fonds, qui est actuellement affiné et testé au moyen de multiples fonctions d'interrogation permettant de rechercher des données et d'établir des rapports internes. Avec le parachèvement de ce module, la mise en place du système de gestion en ligne du Fonds devrait être complète; la dernière recommandation formulée par le Bureau des services de contrôle interne dans son rapport (E/CN.4/2005/55) aura donc été intégralement suivie.

V. Journée internationale des Nations Unies pour le soutien aux victimes de la torture

27. Le 26 juin 2011, dans le cadre de la célébration de la Journée internationale des Nations Unies pour le soutien aux victimes de la torture et du trentième anniversaire du Fonds de contributions volontaires pour les victimes de la torture, le Comité contre la torture, le Sous-Comité pour la prévention de la torture, le Rapporteur spécial du Conseil des droits de l'homme sur la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants et le Conseil d'administration du Fonds de contributions volontaires des Nations Unies pour les victimes de la torture ont fait la déclaration suivante :

Les États doivent veiller à ce que toutes les victimes de la torture obtiennent réparation, y compris un appui humanitaire par l'intermédiaire du Fonds de contributions volontaires des Nations Unies

On a pu voir, lors de récentes manifestations publiques qui ont eu lieu dans de nombreux pays à travers le monde, que la torture et les mauvais traitements continuent d'être largement pratiqués. Il est essentiel de réaffirmer que les États sont tenus de prévenir et d'interdire tous les actes de torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, et, lorsque de tels actes sont commis, d'enquêter à leur sujet et de punir les coupables. Les États sont tenus de respecter l'intégrité physique et mentale de toutes les personnes, d'être pour les victimes et pour la communauté dans son ensemble les garants de la justice et de l'obligation de répondre de ses actes, et de faire comparaître en justice les responsables des violations.

En outre, les États doivent veiller à ce que les victimes de la torture ou d'autres traitements cruels, inhumains ou dégradants obtiennent réparation, et notamment une indemnisation équitable et suffisante, et bénéficient de

services appropriés et complets de réadaptation. À cet égard, alors que le droit et l'usage internationaux exigent le respect de certaines normes et principes minimaux en matière de recours et de réparations pour les victimes de la torture, nous sommes préoccupés que certains États ne leur attribuent que des droits formels, souvent modestes et en marge du système judiciaire.

Nous sommes également insatisfaits de l'absence de progrès dans l'institutionnalisation des principes et directives fondamentaux visant à établir des normes minimales en matière de recours et de réparations pour les victimes. Nous sommes convaincus que celles-ci doivent avoir une place centrale dans l'obligation faite aux tortionnaires de répondre de leurs actes. Nous tenons également à souligner le rôle préventif des réparations à l'égard des victimes dans l'application de l'obligation légale de prévenir la torture et autres traitements cruels, inhumains ou dégradants. C'est pourquoi nous continuons d'appuyer les États, organisations et autres organes de la société civile qui œuvrent à éliminer la torture et à obtenir réparation pour toutes les victimes de la torture.

Cette année, la Journée internationale des Nations Unies pour le soutien aux victimes de la torture coïncide avec le trentième anniversaire du Fonds de contributions volontaires pour les victimes de la torture. Au cours des 30 dernières années, le Fonds a alloué plus de 120 millions de dollars à des projets d'aide médicale, psychologique, juridique, sociale et financière à des victimes de la torture et aux membres de leur famille, leur permettant d'obtenir réparation et d'exercer leur droit à une indemnisation juste et suffisante, y compris une réadaptation aussi complète que possible. Avec l'appui du Fonds, médecins, psychologues, experts en médecine légale, travailleurs sociaux, avocats et autres personnes ou groupes concernés ont, à la faveur d'une méthode axée sur les victimes, aidé leurs clients pendant des années dans le long processus de reconstruction de leur vie, tout en produisant des documents sur l'utilisation et les effets de la torture.

Nous exprimons notre gratitude à tous les donateurs au Fonds de contributions volontaires des Nations Unies pour les victimes de la torture, qui appuie actuellement le travail de plus de 300 organisations dans plus de 70 pays, et espérons que les contributions versées au Fonds continueront d'augmenter afin que les victimes de la torture et les membres de leur famille puissent recevoir l'assistance dont ils ont besoin. Nous appelons tous les États à contribuer généreusement au Fonds de contributions volontaires dans le cadre de l'engagement universel en faveur de la réadaptation des victimes de la torture et de leur famille, afin de lui permettre de continuer à fournir aux organisations un financement pour l'assistance psychologique, médicale, sociale, juridique et économique qu'elles apportent. Nous appelons également les États à appuyer le travail de leurs organisations nationales par des moyens financiers et autres, ainsi qu'à créer un environnement aidant les organisations à fournir réparations et réadaptation aux victimes de la torture.

Nous invitons aussi tous les États à devenir parties à la Convention contre la torture et à faire les déclarations prévues aux articles 21 et 22 de la Convention, en matière de plaintes interétatiques et individuelles, ainsi qu'à devenir partie au Protocole facultatif se rapportant à la Convention contre la

torture, afin de maximiser la transparence et la responsabilisation dans leur lutte contre la torture.

28. En vue de célébrer le trentième anniversaire du Fonds, le 26 juin 2011, le Conseil d'administration a décidé d'organiser une exposition d'œuvres et objets d'art fabriqués par des victimes de la torture. L'exposition a eu lieu au Palais des Nations, à Genève, du 21 au 30 juin 2011; y ont été présentés des peintures, photos, sculptures et autres objets d'art créés par les victimes dans le cadre de leur processus de réadaptation. L'exposition a été inaugurée le 27 juin 2011 par le Directeur général de l'ONUG, Kassym-Jomart Tokayev, la Haut-Commissaire aux droits de l'homme, Navanethem Pillay, et la Présidente du Conseil d'administration du Fonds de contributions volontaires, Mercedes Doretti.

VI. Comment verser une contribution au Fonds

29. Les contributions au Fonds doivent être libellées comme suit : « Bénéficiaire : Fonds de contributions volontaires des Nations Unies pour les victimes de la torture, compte CH ». Les versements peuvent être effectués soit par virement bancaire : a) en dollars des États-Unis, à l'ordre suivant : « United Nations Geneva General Fund », numéro de compte 485001802, J.P. Morgan Chase Bank, International Agencies Banking, 1166 Avenue of the Americas, 17th floor, New York, NY 10036-2708, États-Unis (code Swift : CHAS US 33, code ABA : 021000021); b) en euros, à l'ordre suivant : « United Nations Office at Geneva », numéro de compte 23961901, J.P. Morgan Chase Bank, 125 London Wall, Londres, EC2Y 5AJ, Royaume-Uni (code Swift : CHAS GB 2L, code guichet : 60-92-42, IBAN : GB25 CHAS 6092 4223 9619 01); c) en livres sterling, à l'ordre suivant : « United Nations Office at Geneva », numéro de compte 23961903, J.P. Morgan Chase Bank, 125 London Wall, Londres, EC2Y 5AJ, Royaume-Uni (code Swift : CHAS GB 2L, code guichet : 60-92-42, IBAN : GB25 CHAS 6092 4223 9619 03); d) en francs suisses, à l'ordre suivant : « Fonds général des Nations Unies à Genève », numéro de compte 240-CO590160.0, UBS, rue du Rhône 8, Genève 2, Suisse (code Swift : UBSW CH ZH 12A, IBAN : CH65 0024 0240 CO59 0160 0); e) en toute autre monnaie, à l'ordre suivant : « Fonds général des Nations Unies à Genève », numéro de compte 240-CO590160.1, UBS, rue du Rhône 8, Genève 2, Suisse (code Swift : UBSW CH ZH 12A; IBAN : CH65 0024 0240 CO59 0160 1); ou f) par chèque payable à l'ordre suivant : « Organisation des Nations Unies », adressé au destinataire suivant : Trésorerie, Nations Unies, Palais des Nations, CH-1211 Genève 10, Suisse. Lorsqu'ils effectuent un paiement, les donateurs sont priés d'en informer le secrétariat du Fonds et le Groupe de la mobilisation des ressources du Haut-Commissariat aux droits de l'homme (ils voudront bien lui adresser une copie de l'ordre de virement ou du chèque), afin d'aider au suivi efficace de la procédure officielle d'enregistrement et à l'élaboration des rapports du Secrétaire général.

VII. Conclusions et recommandations

30. Comme ils y ont été invités par l'Assemblée générale dans sa résolution 65/205 et par le Conseil d'administration du Fonds dans le rapport du Secrétaire général (A/65/265), les donateurs sont priés de verser leurs contributions au Fonds

avant l'ouverture de la trente-cinquième session du Conseil, qui se tiendra du 17 au 21 octobre 2011, afin qu'elles puissent être prises en compte lors de cette session.

31. En raison des difficultés financières connues en 2011, l'Assemblée générale et le Conseil ont également appelé une nouvelle fois les donateurs réguliers à augmenter, s'ils le pouvaient, leurs contributions au Fonds, afin que le Conseil dispose des ressources nécessaires pour répondre aux besoins croissants des victimes de la torture et des membres de leur famille dans le monde.

32. Le Conseil encourage vivement les gouvernements qui n'ont pas encore contribué au Fonds à le faire pour la première fois, de préférence avant septembre 2011.
